

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 — 1218

3 AVRIL 1995. — Loi adaptant certaines dispositions concernant la protection de la maternité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Un article 39bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi sur le travail du 16 mars 1971 :

« Art. 39bis. La travailleuse enceinte, qui a averti l'employeur de son état de grossesse, a le droit de s'absenter du travail, avec maintien de sa rémunération normale, le temps nécessaire pour se rendre aux examens médicaux prénataux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de travail. Pour bénéficier de sa rémunération, la travailleuse doit préalablement avertir l'employeur de son absence.

Si une convention collective de travail ou le règlement de travail le prescrit ou, à défaut d'une telle prescription, si l'employeur l'y invite, la travailleuse produit à ce dernier un certificat médical justifiant son absence. »

Art. 2. L'article 40, alinéa 2, de la même loi, est complété comme suit :

« A la demande de la travailleuse, l'employeur lui en donne connaissance par écrit. »

Art. 3. L'article 41 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 41. Pour toute activité susceptible de présenter un risque spécifique d'exposition aux agents, procédés ou conditions de travail, notamment ceux dont la liste est fixée par le Roi, la nature, le degré et la durée, de cette exposition sont évalués par l'employeur afin d'apprécier tout risque pour la sécurité ou pour la santé, ainsi que toute répercussion sur la grossesse ou l'allaitement de la travailleuse ou la santé de l'enfant et afin de déterminer les mesures générales à prendre.

Les services auxquels, en application de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, sont confiées des missions en matière de sécurité et santé au travail, sont associés à l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}.

Le Roi fixe les conditions et les modalités selon lesquelles a lieu l'évaluation visée au présent article. »

Art. 4. Un article 41bis rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 41bis. Les dispositions des articles 42, 43 et 44 s'appliquent aux travailleuses enceintes, dès qu'elles ont informé leur employeur de leur état.

Les dispositions des articles 42, 43, 43bis et 44 s'appliquent aux travailleuses allaitantes, dès qu'elles ont informé leur employeur de leur état. »

Art. 5. L'article 42 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 42. § 1^{er}. Lorsqu'un risque a été constaté en application de l'article 41, l'employeur prend une des mesures suivantes compte tenu

(1) Session ordinaire 1994-1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1651-1. — Amendements n° 1651-2. — Rapport n° 1651-3.

Annales parlementaires. — Séances des 1^{er} et 2 mars 1995.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants n° 1331-1. — Rapport n° 1331-2.

Annales parlementaires. — Séances des 28 et 30 mars 1995.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 — 1218

3 APRIL 1995. — Wet tot aanpassing van een aantal bepalingen betreffende de moederschapsbescherming (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Een artikel 39bis, luidend als volgt, wordt in de arbeidswet van 16 maart 1971 ingevoegd :

« Art. 39bis. De zwangere werknemster, die de werkgever heeft op de hoogte gebracht van haar toestand heeft het recht om van het werk afwezig te zijn, met behoud van haar normaal loon, gedurende de tijd die nodig is om zwangerschapsonderzoeken te kunnen ondergaan, wanneer deze niet kunnen plaatsvinden buiten de arbeidsuren. Om gerechtigd te zijn op het loon, moet de werknemster de werkgever vooraf op de hoogte stellen van haar afwezigheid.

Indien een collectieve arbeidsovereenkomst of het arbeidsreglement zulks voorschrijft, of bij ontstentenis van zodanig voorschrift, op verzoek van de werkgever, legt de werknemster aan deze laatste een geneeskundig getuigschrift voor dat haar afwezigheid rechtvaardigt. »

Art. 2. Artikel 40, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« Op verzoek van de werknemster stelt de werkgever haar er schriftelijk van in kennis. »

Art. 3. Artikel 41 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 41. Voor alle werkzaamheden waarbij zich een specifiek risico kan voordoen van blootstelling aan agentia, procédés of arbeidsomstandigheden, inzonderheid deze waarvan de lijst is vastgesteld door de Koning, evalueert de werkgever de aard, de mate en de duur van deze blootstelling ten einde ieder risico voor de veiligheid of de gezondheid, alsmede iedere terugslag op de zwangerschap of de lactatie van de werknemster alsmede de gezondheid van het kind te beoordelen en teneinde vast te stellen welke algemene maatregelen moeten worden genomen.

De diensten waaraan met toepassing van de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen opdrachten inzake arbeidsveiligheid en -gezondheid zijn toevertrouwd worden betrokken bij de in het eerste lid bedoelde evaluatie.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels volgens welke de in dit artikel bedoelde evaluatie gebeurt. »

Art. 4. Een artikel 41bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 41bis. De bepalingen van de artikelen 42, 43 en 44 zijn van toepassing op de zwangere werknemers, van zodra zij hun werkgever op de hoogte hebben gebracht van hun toestand.

De bepalingen van de artikelen 42, 43, 43bis en 44 zijn van toepassing op de werknemers tijdens de lactatie, van zodra zij hun werkgever op de hoogte hebben gebracht van hun toestand. »

Art. 5. Artikel 42 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 42. § 1. Wanneer er met toepassing van artikel 41 een risico is vastgesteld, neemt de werkgever, rekening houdend met het resultaat

(1) Gewone zitting 1994-1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet nr. 1651-1. — Amendementen nr. 1651-2. — Verslag nr. 1651-3.

Parlementaire Handelingen. — Zittingen van 1 en 2 maart 1995.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1331-1. — Verslag nr. 1331-2.

Parlementaire Handelingen. — Zittingen van 28 en 30 maart 1995.

du résultat de l'évaluation et adaptée au cas de la travailleuse concernée afin que l'exposition de la travailleuse à ce risque soit évitée :

1° un aménagement provisoire des conditions de travail ou du temps de travail à risque de la travailleuse concernée;

2° si un aménagement des conditions de travail ou du temps de travail à risque n'est pas techniquement ou objectivement possible ou ne peut être raisonnablement exigé pour des motifs dûment justifiés, l'employeur fait en sorte que la travailleuse concernée puisse effectuer un autre travail compatible avec son état;

3° si un changement de poste de travail n'est pas techniquement ou objectivement possible ou ne peut être raisonnablement exigé pour des motifs dûment justifiés, l'exécution du contrat de travail de la travailleuse concernée est suspendue ou la personne dont la situation juridique est réglée unilatéralement par l'autorité est dispensée du travail.

Pour les risques auxquels toute exposition doit être interdite et dont la liste est fixée par le Roi, l'employeur doit appliquer immédiatement une des mesures visées à l'alinéa 1er.

Une des mesures visées à l'alinéa 1er est également appliquée lorsque la travailleuse invoque une maladie ou un danger en rapport avec son état, susceptible d'être attribué à son travail, si le médecin du travail à qui elle s'adresse constate un risque visé par le présent article.

Dès que la période pendant laquelle s'applique une des mesures prévues à l'alinéa 1er prend fin, la travailleuse doit être occupée à nouveau dans les mêmes conditions qu'au paravant, sans préjudice des dispositions de l'article 43bis.

§ 2. Les mesures visées au § 1er sont proposées par le médecin du travail ou par un autre médecin pour les entreprises qui ne doivent pas faire appel à un médecin du travail. Les frais sont à charge de l'employeur.

§ 3. Le Roi détermine les conditions et les modalités relatives à l'application des mesures visées par le présent article.

Il détermine également les conditions et les modalités selon lesquelles la travailleuse peut contester la déclaration d'inaptitude du médecin. »

Art. 6. L'article 43 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43. § 1er. Les travailleuses ne peuvent être tenues d'accomplir un travail de nuit :

1° pendant une période de huit semaines avant la date présumée de l'accouchement;

2° sur présentation d'un certificat médical qui en atteste la nécessité pour la sécurité ou la santé de la travailleuse ou la santé de l'enfant :

- a) pendant d'autres périodes se situant au cours de la grossesse;
- b) pendant une période de quatre semaines au maximum qui suit immédiatement la fin du congé visé à l'article 39, alinéa 2.

Dans les cas visés à l'alinéa 1er, l'employeur prend une des mesures suivantes :

- 1° un transfert à un travail de jour;
- 2° lorsqu'un transfert à un travail de jour n'est pas techniquement ou objectivement possible ou ne peut être raisonnablement exigé pour des motifs dûment justifiés, l'exécution du contrat de travail de la travailleuse concernée est suspendue ou la personne dont la situation juridique est réglée unilatéralement par l'autorité est dispensée du travail.

Par dérogation à l'alinéa 2, 2°, le congé visé à l'article 39, alinéa 1er, est néanmoins octroyé à la travailleuse à partir de la septième semaine avant la date présumée de l'accouchement.

Dès que la période pendant laquelle s'applique une des mesures visées par le présent paragraphe prend fin, la travailleuse doit être occupée à nouveau dans les mêmes conditions qu'au paravant, sans préjudice des dispositions de l'article 43bis.

Pour l'application du présent paragraphe on entend par travail de nuit, le travail qui est principalement effectué entre 20 et 6 heures.

Le Roi détermine les conditions et modalités concernant l'application du présent paragraphe.

§ 2. Les dispositions du § 1er ne portent pas préjudice à l'application de garanties équivalentes ou plus sévères, prévues par une convention collective de travail rendue obligatoire par le Roi. »

van de evaluatie, één van de volgende maatregelen aangepast aan het geval van de betrokken werknemster zodat de blootstelling van de werknemster aan dit risico wordt vermeden :

1° een tijdelijke aanpassing van de arbeidsomstandigheden of van de risicogebonden werktijden van de betrokken werknemster;

2° indien een aanpassing van de arbeidsomstandigheden of van de risicogebonden werktijden technisch of objectief niet mogelijk is of om gegronde redenen redelijkerwijs niet kan worden verlangd, zorgt de werkgever ervoor dat de betrokken werknemster andere in haar toestand toelaatbare arbeid kan verrichten;

3° indien overplaatsing technisch of objectief niet mogelijk is of om gegronde redenen redelijkerwijs niet kan worden verlangd, wordt de uitvoering van de arbeidsovereenkomst van de betrokken werknemster geschorst of wordt de persoon wiens rechtspositie eenzijdig door de overheid is geregeld vrijgesteld van arbeid.

Voor risico's waaraan elke blootstelling moet worden verboden en waarvan de lijst is vastgesteld door de Koning, moet de werkgever één van de in het eerste lid bedoelde maatregelen onmiddellijk toepassen.

Eén van de in het eerste lid bedoelde maatregelen wordt eveneens toegepast wanneer de werknemster een gevaar of aandoening aanvoert die met haar toestand verband houdt en aan het verrichten van arbeid kan te wijten zijn, op voorwaarde dat de arbeidsgeneesheer tot wie zij zich richt een risico bedoeld in dit artikel vaststelt.

Onverminderd de bepalingen van artikel 43bis, moet de werknemster zodra de periode waarvoor één van de in het eerste lid bedoelde maatregelen van toepassing is verstreken is, onder dezelfde voorwaarden als tevoren worden te werkgesteld.

§ 2. De in § 1 bedoelde maatregelen worden voorgesteld door de arbeidsgeneesheer of door een andere geneesheer in de ondernemingen waarin geen beroep op een arbeidsgeneesheer moet worden gedaan. De kosten zijn ten laste van de werkgever.

§ 3. De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels betreffende de toepassing van de in dit artikel bedoelde maatregelen.

Hij bepaalt tevens de voorwaarden en de nadere regels volgens welke de werknemster de verklaring tot ongeschiktheid van de geneesheer kan betwisten. »

Art. 6. Artikel 43 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 43. § 1. De werknemsters mogen niet verplicht worden nachtarbeid te verrichten :

1° gedurende een periode van acht weken vóór de vermoedelijke datum van de bevalling;

2° op voorlegging van een geneeskundig getuigschrift waarin de noodzaak daarvan in verband met de veiligheid of de gezondheid van de werknemster of de gezondheid van het kind wordt bevestigd :

- a) gedurende andere periodes tijdens de zwangerschap;
- b) gedurende een periode van maximum vier weken die onmiddellijk volgt na de beëindiging van het verlof bedoeld in artikel 39, tweede lid.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid neemt de werkgever één van de volgende maatregelen :

- 1° overplaatsing naar werk overdag;
- 2° wanneer overplaatsing naar werk overdag technisch of objectief niet mogelijk is of om gegronde redenen redelijkerwijs niet kan worden verlangd, wordt de uitvoering van de arbeidsovereenkomst van de betrokken werknemster geschorst of wordt de persoon wiens rechtspositie eenzijdig door de overheid is geregeld vrijgesteld van arbeid.

In afwijking van het tweede lid, 2°, wordt aan de werknemster evenwel het verlof bedoeld in artikel 39, eerste lid, toegekend vanaf de zevende week, vóór de vermoedelijke datum van de bevalling.

Onverminderd de bepalingen van artikel 43bis moet de werknemster, zodra de periode waarvoor één van de in deze paragraaf bedoelde maatregelen van toepassing is verstreken is, onder dezelfde voorwaarden als tevoren worden te werkgesteld.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder nachtarbeid verstaan, de arbeid die hoofdzakelijk wordt verricht tussen 20 en 6 uur.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels betreffende de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. De bepalingen van § 1 doen geen afbreuk aan de toepassing van gelijkwaardige of strengere waarborgen, bepaald bij een door de Koning algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst. »

Art. 7. Un article 43bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 43bis. Les travailleuses accouchées qui ont fait l'objet d'une des mesures visées aux articles 42 ou 43 doivent aussitôt que possible et au plus tard dans les huit jours de la reprise du travail, être soumises à un examen médical.

A l'occasion de cet examen médical, le médecin peut proposer qu'une des mesures visées aux articles 42 ou 43 soit appliquée, lorsqu'il constate qu'il existe toujours un risque pour la sécurité ou la santé de la travailleuse concernée.

Le Roi fixe les conditions et les modalités concernant l'application du présent article. »

Art. 8. L'article 45 de la même loi est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 47 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, le Roi prend les mesures visées aux articles 41 à 43bis après avoir demandé l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. »

Art. 10. L'article 53, 3°, de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° l'employeur, ses préposés ou ses mandataires qui ne respectent pas les dispositions des articles 28, § 3, 29, 41, 42, § 2 et 43bis. »

Art. 11. A l'article 28 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 2°, modifié par la loi du 18 juillet 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° pendant les périodes de congé et d'interruption de travail visées aux articles 39 et 42 à 43bis, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail; »

B) un 2°bis, rédigé comme suit, y est inséré :

« 2°bis pendant la durée de l'absence visée à l'article 39bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. »

Art. 12. A l'article 56, alinéa 1er de la même loi, les mots « des articles 29, 30, 49, 51, 52, 54 et 55 » sont remplacés par les mots « les dispositions des articles 28, 2°bis, 30, 49, 51, 52, 54 et 55 ».

Art. 13. A l'article 25bis de la loi du 1er avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure, remplacé par la loi du 22 décembre 1989 sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'exécution du contrat de travail est suspendue pendant les périodes de congé et d'interruption de travail visées aux articles 39 et 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. »

2° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« L'exécution du contrat de travail est également suspendue pendant les périodes d'absence visées à l'article 39bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. »

Art. 14. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 3 à 11A et 13, 1°, qui entreront en vigueur à une date à fixer par le Roi.

La disposition de l'article 2 ne s'applique pas aux congés donnés avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 7. Een artikel 43bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 43bis. De werknemers voor wie één van de in de artikelen 42 of 43 bedoelde maatregelen genomen werden en die bevallen zijn moeten zo vlug mogelijk en uiterlijk acht dagen na het hervatten van het werk, een geneeskundig onderzoek ondergaan.

Naar aanleiding van dit geneeskundig onderzoek kan de geneesheer voorstellen dat één van de in de artikelen 42 of 43 bedoelde maatregelen wordt toegepast, wanneer hij vaststelt dat er nog steeds een risico is voor de veiligheid of de gezondheid van de betrokken werknemer.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels voor de toepassing van dit artikel. »

Art. 8. Artikel 45 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 47 van dezelfde wet, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« In afwijking van het eerste lid, neemt de Koning de maatregelen bedoeld in de artikelen 41 tot 43bis na het inwinnen van het advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen. »

Art. 10. Artikel 53, 3°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, die de bepalingen van de artikelen 28, § 3, 29, 41, 42, § 2 en 43bis niet naleven. »

Art. 11. In artikel 28 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de 2°, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° tijdens de periodes van verlof en arbeidsonderbreking bedoeld in de artikelen 39 en 42 tot 43bis, van de arbeidswet van 16 maart 1971; »

B) er wordt een 2°bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« 2°bis tijdens de duur van de afwezigheid bedoeld in artikel 39bis van de arbeidswet van 16 maart 1971. »

Art. 12. In artikel 56, eerste lid van dezelfde wet worden de woorden « de artikelen 29, 30, 49, 51, 52, 54 en 55 » vervangen door de woorden « de bepalingen van de artikelen 28, 2°bis, 30, 49, 51, 52, 54 en 55 ».

Art. 13. In artikel 25bis van de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomst wegens dienst op binnenschepen, vervangen bij de wet van 22 december 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt geschorst gedurende de periodes van verlof en arbeidsonderbreking bedoeld in de artikelen 39 en 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971. »

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt eveneens geschorst gedurende de periodes van afwezigheid bedoeld in artikel 39bis van de arbeidswet van 16 maart 1971. »

Art. 14. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 3 tot 11A en 13, 1°, die in werking treden op een door de Koning te bepalen datum.

De bepaling van artikel 2 is niet van toepassing op de ontslagen die werden gegeven voor de inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleeft en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET